

Les synthèses de l'Auran

UN TROISIÈME TRIMESTRE 2017 FAVORABLE MAIS DES DIFFICULTÉS DE RECRUTEMENT PERDURENT

BAROMÈTRE CONJONCTURE EMPLOI #5

La métropole nantaise et sa zone d'emploi bénéficient à nouveau pour ce trimestre d'une conjoncture économique favorable. L'emploi salarié entame sa troisième année de progression ininterrompue, et qui profite à quasiment tous les secteurs d'activité. Si les activités tertiaires et productives recrutent des profils très qualifiés et offrent des postes durables et attractifs, d'autres secteurs (hôtellerie, restauration, vente, logistique, services à la personne, santé...) proposent un grand nombre de missions mais à plus faible valeur ajoutée, moins rémunérées et aux conditions d'emploi parfois difficiles. Malgré un chômage qui diminue depuis 2015 et un emploi soutenu, la métropole nantaise n'échappe pas à la tendance nationale et européenne d'un marché du travail à double vitesse dans certains secteurs. En corollaire, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A est toujours en diminution, mais les catégories B et C (qui comprennent les inscrits ayant tout de même travaillé au cours du mois), ne cessent d'augmenter depuis plusieurs trimestres. Faut-il y voir les effets positifs de réinsertion des personnes les plus éloignées de l'emploi ou le signe d'un certain nombre d'emplois précaires qui ne sécurisent pas suffisamment les parcours des actifs ?

Pour autant, certains secteurs peuvent combiner des parcours de formation relativement courts, sur des compétences néanmoins très spécifiques, et ont connu une amélioration notable des conditions de travail depuis plusieurs décennies. L'industrie, qui a certes essuyé de fortes pertes d'emplois sur ses activités les plus exposées à la mondialisation en France, est encore vigoureuse dans la zone d'emploi de Nantes et offre une grande diversité de parcours. Ce secteur souffre toutefois d'un manque de visibilité, voire d'une mauvaise image, qui se traduit par de grandes difficultés de recrutement. La volonté politique de réaffirmer l'apprentissage est donc plutôt une bonne nouvelle pour ces filières. Globalement, la conjoncture économique favorable semble enfin profiter aux publics les plus éloignés de l'emploi à l'exception des seniors, dont le nombre ne cesse d'augmenter. Malgré leur expérience et des savoir-être qui sont des atouts dans une recherche d'emploi, ils sont souvent victimes de représentations erronées de la part des recruteurs qui les discriminent sur le marché du travail. En revanche, les tendances positives se poursuivent pour les demandeurs d'emploi de longue durée et les jeunes qui s'insèrent plus facilement sur le marché de l'emploi.

Chiffres clés

+ 3,7 % d'emploi salarié privé à Nantes Métropole (+1,6 % en France) au 3^{ème} trimestre 2017 (par rapport au T3 2016)

+ 1,5 % d'emploi intérimaire à Nantes Métropole au 3^{ème} trimestre 2017 (par rapport au T3 2016)

7,3 % de taux de chômage dans la zone d'emploi de Nantes (9,4 % en France) au T3 2017, et une tendance à la baisse depuis 2015

35 111 demandeurs d'emplois en fin de mois (DEFM) de catégorie A enregistrés à Pôle emploi à Nantes Métropole, en baisse de **0,7 %** (-0,6 % en France) au T3 2017 (par rapport au T3 2016)

- 7 % de DEFM A de moins de 25 ans, **+ 4,1 %** de seniors de 50 ans et plus, **- 3,4 %** de demandeurs d'emploi de longue durée (inscrits depuis 1 an et plus) à Nantes Métropole au T3 2017

+ 2,3 % de DEFM de catégories A, B et C (qui comprennent les demandeurs d'emploi ayant exercé une activité réduite au cours du mois) à Nantes Métropole (+2,4 % en France) au T3 2017 (par rapport à la même période en 2016)

UN TRAVAIL D'OBSERVATION DE L'EMPLOI ET DE L'ACTIVITÉ À L'ÉCHELLE DE LA MÉTROPOLE NANTAISE

UNE DÉMARCHE PARTENARIALE

L'observatoire, à travers son groupe partenarial, permet de porter à connaissance des élus métropolitains et des acteurs économiques, de l'emploi et de la formation des éléments de diagnostic partagé sur la situation économique de la métropole nantaise, les mécanismes du marché du travail local et les dispositifs de soutien à l'emploi. C'est ainsi un lieu d'échange technique au service des enjeux territoriaux et un outil de mutualisation des compétences de ses partenaires.

Nantes Métropole et l'Agence d'urbanisme de la région nantaise (Auran) assurent l'animation du dispositif et la réalisation des contenus avec l'appui des membres du groupe technique partenarial.

Les travaux de l'observatoire sont l'expression des collaborations et des partenariats entre :

- l'Agence d'urbanisme de la région nantaise (Auran)
- l'Agence régionale des Pays de la Loire et l'Observatoire régional économique et social des Pays de la Loire (ORES)
- la Banque de France des Pays de la Loire
- la Chambre de Commerce et d'Industrie de Nantes Saint-Nazaire (CCI)
- la Chambre des Métiers et de l'Artisanat des Pays de la Loire (CMAR)
- la Chambre Régionale d'Économie Sociale et Solidaire des Pays de la Loire (CRESS)
- la Conférence des grandes Écoles
- le Conseil Départemental de Loire-Atlantique
- la Direction Régionale des Entreprises de la Concurrence de la Consommation du Travail et de l'Emploi des Pays de la Loire (DIRECCTE)
- l'Insee
- l'École de la Deuxième Chance de l'estuaire de la Loire
- la Maison de l'emploi de la métropole nantaise
- la Mission locale Nantes Métropole
- Nantes Métropole
- Nantes Saint-Nazaire Développement
- l'Observatoire Régional des Compétences Industrielles des Pays de la Loire (ORCI)
- le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi de la métropole nantaise (PLIE)
- Pôle emploi Pays de la Loire
- la Région des Pays de la Loire
- le Rectorat de l'Académie de Nantes
- le Tribunal de commerce de Nantes
- l'Université de Nantes
- l'Urssaf des Pays de la Loire

UN DOCUMENT SYNTHÉTIQUE POUR TÉMOIGNER DE LA CONJONCTURE SUR LA MÉTROPOLE NANTAISE

Cette publication de données de conjoncture présente une vision synthétique et régulière du marché du travail et de la vie économique du territoire de la métropole nantaise. Sa récurrence est trimestrielle et **le document présente les dernières données disponibles au moment de son élaboration.**

Cette étude recouvre plusieurs périmètres géographiques pour décrire la situation économique nantaise, selon la disponibilité des données ou la pertinence des périmètres : Nantes Métropole (Nantes et les 23 communes qui composent l'intercommunalité), la zone d'emploi de Nantes (périmètre statistique au sein duquel 3 emplois sur 4 se localisent à Nantes Métropole), et le périmètre d'intervention du tribunal de commerce de Nantes. Le département de la Loire-Atlantique, la région des Pays de la Loire et l'ensemble du territoire français sont également présentés, comme territoires de comparaison.

Ce document s'appuie sur une sélection d'indicateurs, alimentés par les établissements producteurs de données publiques et par les partenaires de l'observatoire. Cette publication a été construite avec le soutien des membres du groupe de travail intégrant l'ensemble des partenaires, que nous remercions pour leurs précieuses contributions.

EMPLOI DANS LE SECTEUR PRIVÉ

ESSOR DE L'EMPLOI SALARIÉ PRIVÉ DEPUIS 11 TRIMESTRES DANS LA RÉGION NANTAISE

L'emploi salarié privé progresse à nouveau au cours du troisième trimestre 2017, dans la région nantaise à un rythme toujours plus soutenu que les trimestres précédents.

L'emploi gagne ainsi 3,4 % par rapport au 3^{ème} trimestre 2016 et 0,9 % par rapport au T2 2017 dans la zone d'emploi de Nantes. C'est un rythme deux fois plus élevé annuellement que la tendance nationale (+1,6 %) et une dynamique plutôt partagée avec les autres territoires en Pays de la Loire. Nantes Métropole dispose de la meilleure conjoncture, affichant une progression de 3,7 % par rapport au T3 2016, soit 9 500 emplois salariés privés supplémentaires. C'est presque autant que dans le reste des Pays de la Loire (+ 11 275 emplois).

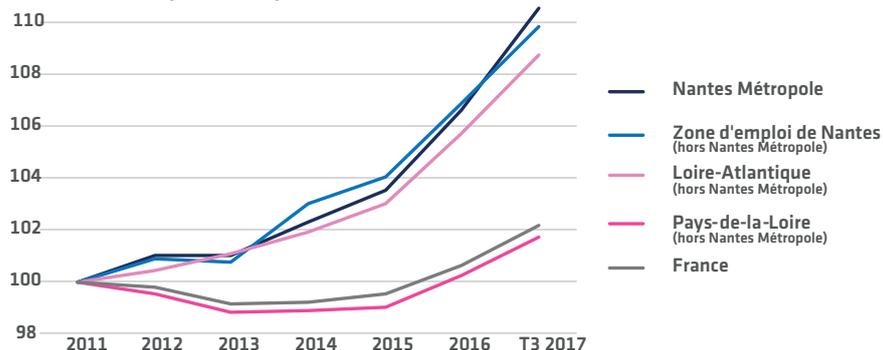
Le troisième trimestre confirme la tendance amorcée en début de l'année 2017. La reprise de l'emploi salarié privé est désormais générale en France. Comme les trimestres précédents, les façades atlantique et méditerranéenne connaissent de belles progressions, avec en premier lieu Nantes, Bordeaux et Toulouse. Cet essor concerne la quasi-totalité des territoires du Grand-Ouest, tandis que le quart nord-est bénéficie d'une embellie encore timide, plus fortement marquée en régions frontalières et sur l'axe rhénan. A nouveau ce trimestre, la région parisienne bénéficie de cette reprise, désormais bien tangible.

L'emploi salarié privé (données brutes)

	Effectifs au T3 2017 30/09/2017	Évolution trimestrielle (en %)	Évolution trimestrielle (en effectifs)	Évolution annuelle (en %)	Évolution annuelle (en effectifs)
Nantes Métropole	270 451	nd	nd	+ 3,7 %	+ 9 541
Zone d'emploi de Nantes	359 722	+ 0,9 %	+ 3 293	+3,4 %	+ 11 909
ZE hors Nantes Métropole	89 271	nd	nd	+ 2,7 %	+ 2 367
Loire-Atlantique	437 573	+ 0,8 %	+ 3 654	+ 3,4 %	+ 14 208
Loire-Atlantique hors Nantes Métropole	167 122	nd	nd	+ 2,9 %	+ 4 666
Pays de la Loire	1 046 965	+ 0,3 %	+ 2 923	+ 2,0 %	+ 20 817
Pays de la Loire hors Nantes Métropole	776 514	nd	nd	+ 1,5 %	+ 11 275
France	18 249 808	+ 0,2 %	+ 39 014	+ 1,6 %	+ 282 156

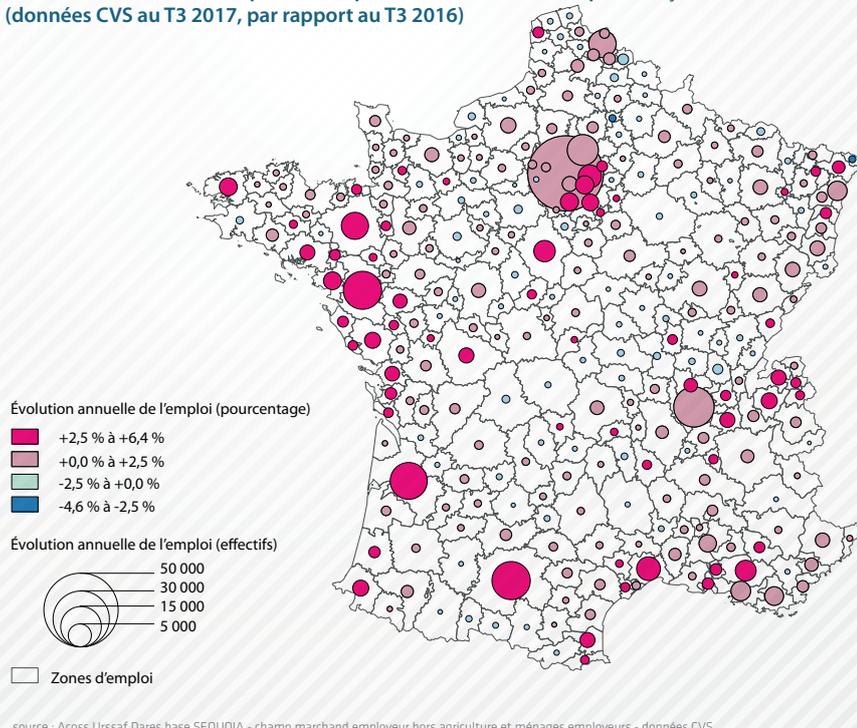
source : Acoess Urssaf Pays de la Loire - champ marchand employeur hors agriculture et ménages employeurs - données brutes et CVS provisoires issues du socle régional
note : les données CVS n'étant plus disponibles à l'échelon intercommunal, les effectifs sont présentés en données brutes, et l'évolution trimestrielle est calculée sur les données CVS sur les périmètres disponibles. Les données intérimaires diffèrent des données communiquées par la DARES.

Évolution de l'emploi salarié privé (base 100 au T3 2011, données brutes)



source : Acoess Urssaf - champ marchand employeur hors agriculture et ménages employeurs - données brutes

Évolution annuelle de l'emploi salarié privé dans les zones d'emploi françaises (données CVS au T3 2017, par rapport au T3 2016)



REPRISE CONFIRMÉE DANS L'INDUSTRIE ET DES SERVICES TOUJOURS TRÈS DYNAMIQUES

A nouveau, au 3^{ème} trimestre 2017, l'emploi salarié privé progresse sensiblement à Nantes Métropole et dans sa zone d'emploi, et ce dans la quasi-totalité des secteurs d'activités, portés par l'intérim.

Les services, fortement pourvoyeurs d'emplois, sont dynamiques dans la métropole nantaise, dans les activités de services aux entreprises en particulier (ingénierie, études, numérique, communication, services de soutien à l'activité...). L'emploi intérimaire poursuit d'ailleurs sa hausse continue depuis la fin de l'année 2015. Néanmoins, bien que toujours soutenu dans l'industrie et la construction, le recours à cette main d'œuvre intérimaire semble se stabiliser dans les entreprises de transport-logistique, du commerce et des services.

L'industrie manufacturière connaît à nouveau ce trimestre une hausse de ses effectifs dans la métropole nantaise (+ 1,8 %) et dans le reste de la zone d'emploi de Nantes (+ 2,6 %). A noter que presque la moitié des emplois industriels sont concentrés sur la métropole nantaise, dans des établissements très diversifiés et plutôt de petite taille (avec néanmoins de grands donneurs d'ordre dans l'aéronautique et l'industrie navale) pour l'industrie mécanique matériaux (voir zoom p9). Côté industries de production et de distribution d'eau et d'énergie, d'assainissement, de gestion des déchets et de dépollution, l'emploi semble toujours en berne depuis presque deux ans, mais s'approche doucement vers une stabilité dans la métropole depuis deux trimestres.

Enfin, les activités générées par la présence des habitants ou des visiteurs du territoire (commerce, construction, hôtellerie/café/restauration, services à la population, activités récréatives) sont également porteuses d'emplois, grâce au dynamisme démographique du territoire. En 2015, Nantes Métropole compte 630 400 habitants, en hausse de 7,3 % depuis 2010, soit 8 570 habitants supplémentaires par an (+ 165 personnes par semaine).

L'emploi salarié privé par secteur d'activités (données brutes)

	Nantes Métropole Effectifs au T3 2017 30/09/2017	Évolution annuelle (en %)	Poids dans la zone d'emploi de Nantes	ZE de Nantes Évolution annuelle (en %)	Pays de la Loire Évolution annuelle (en %)	France Évolution annuelle (en %)
Emploi salarié privé total	270 451	+ 3,7 %	75,2 %	+ 3,4 %	+ 2,0 %	+ 1,6 %
Industrie manufacturière	22 641	+ 1,8 %	47,9 %	+ 2,6 %	+ 1,5 %	- 0,2 %
Eau - énergie - déchets	5 216	- 0,4 %	84,4 %	- 2,0 %	- 1,0 %	- 1,7 %
Construction	17 048	+ 3,2 %	60,6 %	+ 2,8 %	+ 0,6 %	+ 1,2 %
Commerce	39 935	+ 1,6 %	71,2 %	+ 2,2 %	+ 1,6 %	+ 0,9 %
Transport - logistique	21 921	+ 0,1 %	78,2 %	+ 0,2 %	+ 0,8 %	+ 0,7 %
Hébergement, restauration	11 457	+ 4,2 %	81,4 %	+ 4,0 %	+ 3,8 %	+ 3,9 %
Information, communication	23 862	+ 4,6 %	96,8 %	+ 4,5 %	+ 3,3 %	+ 2,5 %
Finance, assurance, activités immobilières	19 754	+ 2,7 %	92,1 %	+ 2,6 %	+ 1,9 %	+ 0,2 %
Activités spécialisées, scientifiques, techniques	25 964	+ 6,3 %	88,6 %	+ 5,9 %	+ 3,7 %	+ 2,7 %
Services administratifs, de soutien	35 868	+ 9,1 %	79,8 %	+ 8,0 %	+ 4,7 %	+ 5,5 %
- dont intérim	14 519	+ 14,9 %	77,3 %	+ 12,5 %	+ 6,4 %	+ 9,9 %
Administration publique, enseignement	10 508	+ 2,6 %	84,5 %	+ 2,2 %	+ 1,1 %	+ 0,3 %
Santé humaine et action sociale	23 872	+ 3,0 %	75,3 %	+ 2,7 %	+ 1,7 %	+ 1,4 %
Arts, spectacles et activités récréatives	5 276	+ 6,4 %	83,3 %	+ 8,1 %	+ 4,3 %	+ 1,3 %
Autres activités de services	7 129	+ 1,9 %	78,3 %	+ 0,9 %	+ 0,7 %	+ 0,4 %

source : AcoSS Urssaf - champ marchand employeur hors agriculture et ménages employeurs - données brutes provisoires

L'emploi intérimaire par secteur d'activités à Nantes Métropole (données CVS)

	Effectifs au T3 2017 30/09/2017	Évolution trimestrielle (en %)	Évolution annuelle (en %)	Effectifs au T2 2017 30/06/2017	Évolution trimestrielle (en %)	Évolution annuelle (en %)
Emploi intérim total	8 788	+ 1,5 %	+ 10,5 %	8 655	+ 7,9 %	+ 17,8 %
Agriculture	35	- 28,9 %	- 26,2 %	50	+ 45,6 %	+ 131,1 %
Industrie	2 685	+ 7,8 %	+ 14,9 %	2 489	+ 18,0 %	+ 10,5 %
Construction	2 550	+ 5,3 %	+ 11,6 %	2 421	+ 9,4 %	+ 12,4 %
Commerce	961	- 3,1 %	+ 9,5 %	991	+ 2,8 %	+ 29,3 %
Transport - logistique	910	- 5,1 %	+ 20,0 %	959	- 5,2 %	+ 37,1 %
Hébergement, restauration	105	- 0,3 %	- 33,1 %	105	- 33,4 %	- 30,0 %
Services	1 543	- 5,9 %	+ 3,5 %	1 640	+ 6,9 %	+ 26,1 %

source : Pôle emploi - données corrigées des variations saisonnières - provisoires, unité nombre d'intérimaires

Évolution de l'emploi salarié privé à Nantes Métropole par secteurs d'activités (base 100 au T3 2011)



CHÔMAGE ET DEMANDEURS D'EMPLOI

UN CHOMAGE FAIBLE ET STABLE AU PRIX D'UN MARCHÉ DU TRAVAIL DUAL, QUI PRÉCARISE CERTAINS TRAVAILLEURS

Au 3^{ème} trimestre 2017, le taux de chômage se stabilise à 7,3 % dans la zone d'emploi de Nantes, après trois trimestres consécutifs de baisse. Cette stabilité est partagée par les autres grandes zones d'emploi en France métropolitaine. Dans les territoires avoisinants en revanche, le niveau du chômage progresse légèrement (+0,2 point en Loire-Atlantique) après une amélioration notable au 1^{er} semestre 2017.

Néanmoins, le nombre d'inscrits à Pôle emploi (catégories A, B et C) progresse significativement à Nantes Métropole (+2,3 % soit 1 413 personnes) par rapport à l'année précédente. Cette tendance haussière est partagée en Pays de la Loire, et plus globalement sur

l'ensemble de la France métropolitaine. Ce constat, contre intuitif au vu de la faiblesse (relative) du taux de chômage, traduit en réalité des fragilités sur le marché du travail local.

Si le nombre d'inscrits sans aucun emploi (catégorie A) est encore en recul ce trimestre, cela ne suffit plus désormais pour compenser les hausses significatives depuis trois trimestres des autres catégories, notamment B et C (voir page 6). Il s'agit en effet de personnes en activité réduite, mais qui sont toujours en recherche d'emploi.

Contrats à durée déterminée, temps partiels, missions d'intérim, emplois saisonniers, intermittents, ou encore emplois subis plutôt que choisis, derrière les indicateurs d'amélioration notable du niveau de l'emploi se jouent en réalité des situations contrastées pour les travailleurs...

Taux de chômage localisés en moyenne trimestrielle (CVS)

	Taux de chômage au T3 2017 (p)	Évolution trimestrielle (en pts de %)	Évolution annuelle (en pts de %)	Taux de chômage au T2 2017 (p)	Évolution trimestrielle (en pts de %)	Évolution annuelle (en pts de %)
Zone d'emploi de Nantes	7,3 %	stable	-0,6	7,3 %	-0,2	-0,6
Loire-Atlantique	7,8 %	+0,2	-0,5	7,6 %	-0,2	-0,7
Pays de la Loire	8,1 %	+0,2	-0,4	7,9 %	-0,1	-0,6
France	9,4 %	+0,2	-0,3	9,2 %	-0,1	-0,5
ZE Montpellier	12,2 %	stable	-0,8	12,2 %	-0,3	-0,7
ZE Marseille-Aubagne	11,9 %	stable	-0,3	11,9 %	-0,1	-0,3
ZE Lille	10,1 %	stable	-0,4	10,1 %	-0,1	-0,4
ZE Strasbourg	9,6 %	stable	-0,5	9,6 %	-0,2	-0,5
ZE Toulouse	9,2 %	stable	-0,7	9,2 %	-0,1	-0,8
ZE Bordeaux	9,2 %	stable	-0,6	9,2 %	-0,2	-0,6
ZE Lyon	8,4 %	stable	-0,5	8,4 %	-0,1	-0,5
ZE Rennes	7,1 %	stable	-0,6	7,1 %	-0,2	-0,7

source : Insee - données corrigées des variations saisonnières - provisoires

Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en fin de mois (DEFM)

	DEFM ABC au T3 2017 30/09/2017	Évolution annuelle (en %)	Évolution annuelle (en effectifs)	DEFM A au T3 2017 30/09/2017	Évolution annuelle (en %)	Évolution annuelle (en effectifs)
Nantes Métropole	62 301	+2,3 %	+1 413	35 111	-0,7 %	-249
Loire-Atlantique	121 311	+2,1 %	+2 529	64 030	-1,5 %	-954
Loire-Atlantique hors NM	59 010	+1,9 %	+1 116	28 919	-2,4 %	-705
Pays de la Loire	324 355	+1,8 %	+5 835	166 949	-2,1 %	-3 597
Pays de la Loire hors NM	262 054	+1,7 %	+4 422	131 838	-2,5 %	-3 348
France métropolitaine	5 658 708	+2,4 %	+119 112	3 446 783	-0,6 %	-35 605

source : Pôle emploi - données brutes

Mémento

Catégorie A : demandeur d'emploi en fin de mois (DEFM) sans emploi, n'ayant exercé aucune activité au cours du mois et tenu de rechercher un emploi

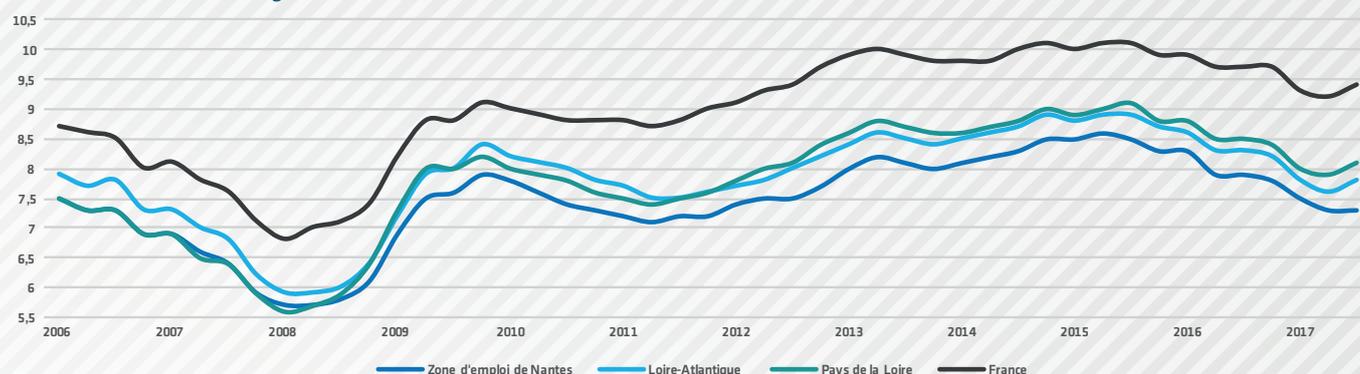
Catégorie B : DEFM sans emploi, ayant exercé une activité réduite courte au cours du mois (78h ou moins) et tenu de rechercher un emploi

Catégorie C : DEFM sans emploi, ayant exercé une activité réduite longue au cours du mois (plus de 78h) et tenu de rechercher un emploi

Catégorie D : DEFM sans emploi, non tenu de rechercher un emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...)

Catégorie E : DEFM non tenu de rechercher un emploi, en emploi répondant à un dispositif particulier (contrats aidés...)

Evolution du taux de chômage sur 10 ans (en %, CVS)



source : Insee - données corrigées des variations saisonnières - provisoires

LES SENIORS, CES OUBLIÉS DE LA CROISSANCE LOCALE ?

Au 30 septembre 2017, 68 530 personnes étaient inscrites à Pôle emploi sur la métropole nantaise, soit 662 personnes de plus que l'année précédente.

Cette tendance déjà observée au 2^{ème} trimestre 2017 se caractérise par une forte augmentation des inscrits ayant exercé une activité réduite longue (catégorie C). La plupart de ces derniers sont d'ailleurs à temps plein, ce qui peut traduire des situations où les emplois ne correspondent pas aux souhaits des personnes, ou des contrats courts ne leur donnant pas de visibilité suffisante pour cesser leur enregistrement auprès des services publics.

Les demandeurs n'ayant exercé aucune activité au cours du mois (catégorie A) sont toutefois un peu moins nombreux ce trimestre (comparé à la même période l'année passée) sur la métropole nantaise. Les inscrits de moins de 25 ans diminuent,

saisissant probablement les nombreuses possibilités offertes en contrats courts (intérim, CDD) pour une première insertion sur le marché de l'emploi. Les demandeurs faiblement qualifiés sont également un peu moins nombreux ce trimestre et profitent de l'embellie généralisée et du climat de confiance des entreprises. Signal d'abord timide, la baisse de la demande d'emploi de longue durée depuis maintenant une année complète laisse penser que les efforts d'accompagnement combinés à la reprise bien installée portent leurs fruits. C'est aussi le cas pour les inscrits au statut de travailleurs handicapés dont le niveau diminue depuis un peu plus d'un an.

Les seniors, quant à eux, ne profitent pas de l'amélioration du marché de l'emploi (+ 4,1 % par rapport au T3 2016). Si ceux-ci peuvent mettre en avant leurs parcours professionnels, leurs compétences et leurs savoir-être, ils sont néanmoins victimes de représentations parfois erronées de la part des recruteurs (coût, efficacité) qui les discriminent sur le marché de l'emploi. A noter que sur la métropole, les femmes sont sur-représentées dans la demande d'emploi sénior par rapport au taux d'activité de cette tranche d'âge.

Demandeurs d'emploi en fin de mois à Nantes Métropole, par catégorie Pôle emploi

	Effectifs au T3 2017 30/09/2017	Évolution annuelle (en %)	Évolution annuelle (en effectifs)	Poids relatif / DEFM total
Total inscrits à Pôle emploi	68 530	+ 1,0 %	+ 662	100 %
DEFM de catégorie A	35 111	- 0,7 %	- 249	51 %
DEFM de catégorie B	9 692	+ 3,0 %	+ 279	14 %
DEFM de catégorie C	17 498	+ 8,6 %	+ 1 383	26 %
DEFM de catégorie D	2 328	- 11,6 %	- 306	3 %
DEFM de catégorie E	3 901	- 10,2 %	- 445	6 %

source : Pôle emploi - données brutes

Profil des demandeurs d'emploi de catégorie A à Nantes Métropole

	Effectifs au T3 2017 30/09/2017	Évolution annuelle (en %)	Évolution annuelle (en effectifs)	Poids relatif / DEFM A
DEFM A	35 111	- 0,7 %	- 249	100 %
Moins de 25 ans	5 080	- 7,0 %	- 381	14 %
Entre 25 et 49 ans	23 068	- 0,6 %	- 143	66 %
50 ans et plus	6 963	+ 4,1 %	275	20 %
Hommes	18 073	- 1,6 %	- 291	51 %
Femmes	17 038	+ 0,2 %	42	49 %
Demandeurs d'emploi de longue durée	12 758	- 3,4 %	- 448	36 %
Non DELD	22 353	+ 0,9 %	199	64 %
BAC+3 et plus (niveau I et II)	8 046	+ 3,3 %	255	23 %
BAC+2 (niveau III)	4 848	- 0,6 %	- 31	14 %
BAC et équivalents (niveau IV)	7 312	- 1,7 %	- 129	21 %
BEP/CAP (niveau V)	9 819	- 3,4 %	- 347	28 %
Sans diplôme ou niveau collège (niveau V bis et VI)	1 643	- 0,9 %	- 40	13 %
Niveau de formation non déterminé	2 859	+ 7,9 %	43	2 %
Bénéficiaires de l'obligation d'emploi	584	- 4,6 %	- 180	11 %
Non bénéficiaires de l'obligation d'emploi	3 700	- 0,2 %	- 69	89 %
Allocataires RSA	31 411	- 3,8 %	- 287	21 %
Non allocataires RSA	7 229	+ 0,1 %	38	79 %

source : Pôle emploi - données brutes

INSERTION PROFESSIONNELLE

TENDANCES FAVORABLES EN MATIÈRE D'INSERTION DES PUBLICS DES DISPOSITIFS LOCAUX SPÉCIFIQUES

Au 3^{ème} trimestre 2017, l'accueil de jeunes en quête d'un accompagnement à la Mission locale diminue fortement par rapport au trimestre précédent mais affiche toujours une hausse comparé au T3 2016. Les ateliers collectifs proposés au début de l'année 2017 touchent désormais une audience plus réduite. Les nouveaux inscrits diminuent à nouveau (- 7 %) et ce depuis 2015, corroborant les tendances observées de Pôle emploi. Parmi ces derniers, les moins de 18 ans sont moins nombreux qu'en 2016, mais pourraient réaugmenter dans les trimestres à venir avec l'arrivée progressive des « millennials » sur le marché de l'emploi.

Côté accompagnement spécifique des adultes, le nombre de personnes suivies par le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) est stable. Les nouveaux inscrits connaissent une hausse importante des effectifs, après une baisse significative de

l'activité en 2016*. Cela laisse présager une meilleure insertion des personnes suivies de longue date par le dispositif, favorisée par le marché de l'emploi porteur ces derniers trimestres.

Les Unités emploi du Conseil départemental, qui accompagnent certaines personnes en situation de pauvreté (bénéficiaires du revenu de solidarité active) constatent également une diminution de l'activité. Cela laisse également supposer une meilleure insertion professionnelle des personnes fragiles sur le marché de l'emploi, se traduisant par une baisse des allocataires RSA (- 3,8 % ce trimestre à Nantes Métropole).

Le renforcement de l'accompagnement global proposé par Pôle emploi à ses inscrits impacte aussi l'activité des dispositifs spécifiques complémentaires. C'est naturellement une bonne nouvelle pour les personnes fragiles, afin de partager les efforts entre structures et prodiguer un accompagnement de qualité. Cela nécessite une coordination resserrée entre prescripteurs afin d'orienter le plus efficacement possible les personnes vers les dispositifs adaptés.

* liée à un redéploiement des missions du PLIE dans un contexte de resserrement financier, afin d'assurer un accompagnement de qualité.

Publics suivis par la Mission locale, le PLIE de Nantes Métropole et les Unités emploi de la métropole nantaise

	Effectifs T3 2017 30/09/2017	Évolution annuelle (en %)	Effectifs T2 2017 31/06/2017	Évolution annuelle (en %)
Nombre de jeunes suivis par la Mission locale	4 474	+ 2,5 %	6 126	+ 21,2 %
dont nombre de jeunes reçus en entretien	3 399	+ 0,4 %	3 383	- 3,8 %
dont nouveaux inscrits	959	- 7,0 %	826	- 3,5 %
Nombre de personnes accompagnées par le PLIE	1 549	+ 1,0 %	1 515	- 4,9 %
dont nouveaux inscrits	123	+ 44,7 %	134	- 6,9 %
Nombre de personnes accompagnées par les Unités emploi	1 791	- 8,4 %	1 899	- 7,9 %
dont nouveaux accompagnements	229	- 5,0 %	305	- 4,4 %

sources : Mission locale et Maison de l'emploi de Nantes Métropole - données provisoires

Nouveaux inscrits dans le service public de l'emploi à Nantes Métropole

	Mission locale Effectifs au T3 2017	Évolution annuelle (en %)	PLIE Effectifs T3 2017	Évolution annuelle (en %)	Unités emploi Effectifs T3 2017	Évolution annuelle (en %)
Nouveaux inscrits	959	- 7,0 %	123	+ 44,7 %	229	- 5,0 %
Moins de 18 ans	189	- 16,0 %	nc	nc	nc	nc
Entre 18 et 22 ans	596	- 7,5 %	nc	nc	nc	nc
Entre 23 et 26 ans	174	+ 7,4 %	nc	nc	nc	nc
Moins de 26 ans	nc	nc	7	ns	5	ns
Entre 26 et 44 ans	nc	nc	85	+ 165,6 %	174	- 2,8 %
Entres 45 et 54 ans	nc	nc	25	- 13,8 %	38	+ 5,6 %
55 ans et plus	nc	nc	6	ns	12	- 40,0 %
Hommes	538	- 1,1 %	64	+ 36,2 %	127	stable
Femmes	421	- 13,6 %	59	+ 55,3 %	102	- 10,5 %
BAC+3 et plus (niveau I et II)	46	+ 39,4 %	4	ns	22	- 24,1 %
BAC+2 (niveau III)	26	- 50,9 %	9	+ 50,0 %	32	+ 52,4 %
BAC et équivalents (niveau IV)	286	+ 0,4 %	9	- 18,2 %	40	+ 5,3 %
BEP/CAP (niveau V)	129	- 25,9 %	26	+ 13,0 %	53	- 25,4 %
Sans diplôme ou niveau collège (niveau V bis et VI)	60	- 41,7 %	42	+ 44,8 %	78	+ 13,0 %
Non renseigné, ou diplôme non reconnu	412	+ 7,6 %	33	+ 153,8 %	4	ns

sources : Mission locale et Maison de l'emploi de Nantes Métropole et Conseil départemental de Loire Atlantique - données provisoires

MARCHÉ DU TRAVAIL

UN ÉQUILIBRE DU MARCHÉ TOUJOURS DIFFICILE À TROUVER MALGRÉ UNE HAUSSE DES BESOINS DES ENTREPRISES

Au 3^{ème} trimestre 2017, le nombre d'offres d'emploi collectées par Pôle emploi progresse très significativement (+ 3 960 offres qu'en 2016 à la même période). Cette hausse confirme le climat favorable en matière de développement économique du territoire. Elle est aussi concomitante à la reprise nationale et à l'amélioration continue de l'intégration des offres présentes sur les différents canaux de recrutement dans le portail « Emploi store ». Dans son panorama annuel sur les offres qu'elle collecte, la plateforme Jobijoba indique également que les Pays de la Loire figurent en tête des régions proposant le plus d'offres d'emploi sur l'année 2017.

Les secteurs les plus porteurs ce trimestre sont les services productifs, notamment aux entreprises, les activités financières, d'assurances, et immobilières. Les secteurs portés par la démographie territoriale (commerce, hébergement et restauration, services à la population, enseignement, santé) ne sont pas non plus en reste. Néanmoins, si ces secteurs proposent de nombreuses offres, elles sont aussi parfois moins attractives (faibles rémunérations, contrats précaires...).

L'industrie en revanche dispose d'un nombre plus restreint d'offres ce trimestre mais probablement de meilleure qualité, les intentions d'embauche indiquant une part plus forte de CDI (page 11). Jobijoba fait d'ailleurs état de rémunérations plus attractives que dans d'autres secteurs (vente, transport et logistique, restauration...) mais sur des métiers qui nécessitent néanmoins des qualifications professionnelles spécifiques (maintenance, soudeur, cariste...).

Les difficultés de recrutement sont prégnantes car ces compétences se font rares sur le territoire (voir zoom page 9). Or, si elles peuvent s'acquérir dans des parcours de formation relativement courts (moins de deux ans), l'adéquation emploi-compétence dans l'industrie demande une coordination et un dialogue étroit des acteurs de la formation avec les entreprises, qui ont des difficultés à anticiper leurs besoins. Ces métiers disposent par ailleurs encore d'une mauvaise image et d'une méconnaissance auprès de la population, malgré les nombreux salons et campagnes de communication. La réflexion actuelle et les moyens mis en œuvre par les acteurs de la formation pour promouvoir l'apprentissage permettront sans doute de faciliter les parcours dans les années à venir.

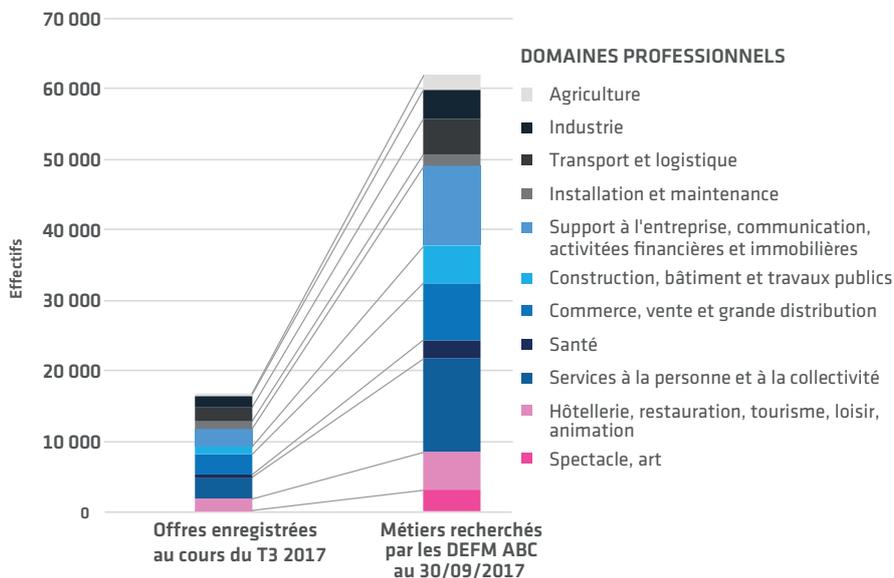
Offres d'emploi enregistrées auprès de Pôle emploi à Nantes Métropole

	Effectifs au cours du T3 2017 01/07/17 à 30/09/17	Évolution annuelle (en %)	Évolution annuelle (en effectifs)
Offres d'emploi enregistrées (OEE)	16 539	+ 31,5 %	+ 3 960
Agriculture	80	+ 208 %	+ 54
Industrie	485	+ 14,9 %	+ 63
Construction	211	ns	- 2
Commerce	1718	+ 93,3 %	+ 829
Transport - logistique	334	- 11,2 %	- 42
Hébergement, restauration	1200	+ 37,6 %	+ 328
Services productifs	8 476	+ 38,8 %	+ 2 369
Services présentiels	4035	+ 9,8 %	+ 361

source : Pôle emploi - données brutes

Services productifs : information et communication, activités financières et d'assurances, activités immobilières, activités spécialisées / scientifiques / techniques, services administratifs et de soutien
Services présentiels : administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale, arts, spectacles et activités récréatives, activités des ménages employeurs et producteurs, autres

Offre et demande de travail vues par l'activité de Pôle emploi, sur le territoire de la métropole nantaise



Mémento

Il convient d'être prudent dans l'interprétation des dynamiques concernant les offres d'emploi et les métiers recherchés par les demandeurs. En effet, Pôle emploi, bien qu'acteur majeur, ne couvre pas l'intégralité du marché tant sur l'offre (autres plateformes recensant les offres, candidatures spontanées, réseaux...) que sur la demande (personnes en recherche d'emploi non inscrites à Pôle emploi).

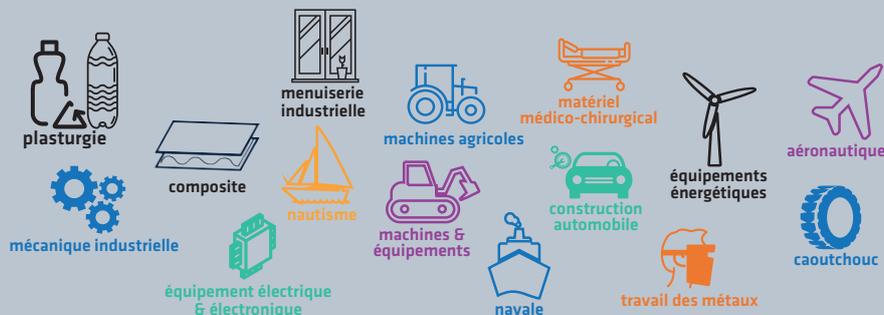
ZOOM SUR...

les besoins en recrutement des entreprises de l'industrie Mécanique-Matériaux en Loire-Atlantique

Depuis 2013, l'Observatoire Régional des Compétences Industrielles (ORCI) réalise chaque semestre une enquête sur les besoins en recrutement des entreprises de l'industrie mécanique-matériaux. Les résultats appuient notamment les plans d'actions de la démarche de GPEC territoriale « Compétences 2020 ».

Dans ce cadre, 750 établissements de plus de 5 salariés ont été interrogés en octobre 2017 (460 répondants) sur leurs besoins au cours des 6 prochains mois et sur les difficultés à pourvoir ces postes, pour chaque métier.

L'industrie « mécanique-matériaux » se compose des secteurs d'activité suivants :



L'Observatoire Régional des Compétences Industrielles (ORCI) est un outil partenarial d'observation et de réflexion prospective porté par l'Union des Industries et Métiers de la Métallurgie (UIMM) Pays de la Loire, la Région et l'État.

Les analyses et études produites par l'ORCI alimentent les réflexions et les prises de décisions des acteurs de l'emploi et de la formation des Pays de la Loire.

Quelques repères...

750 établissements de plus de 5 salariés dans l'industrie mécanique-matériaux en Loire-Atlantique

Dont **2/3** sont situés sur la zone d'emploi de Nantes

300 établissements de plus de 5 salariés sont situés à Nantes Métropole

Dont **près de 80 %** des établissements ont moins de 50 salariés

Le **1^{er} marché** des entreprises de l'industrie mécanique matériaux en Loire-Atlantique est le **BTP** (bâtiment-travaux public), devant l'industrie aéronautique, les équipements industriels, la navale et l'industrie automobile

1 établissement sur 2 est **mono-filière**, c'est-à-dire que son activité ne concerne qu'un seul marché (ce qui ne veut pas dire un seul client)

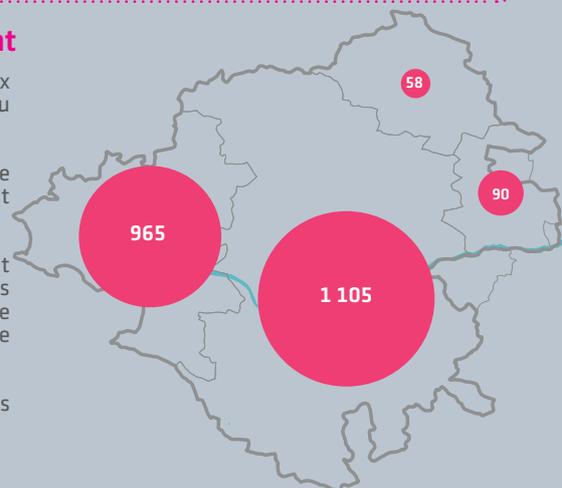
Principaux résultats sur les projets de recrutement

46 % des établissements de l'industrie mécanique-matériaux déclarent envisager au moins un projet de recrutement au cours des 6 prochains mois en Loire-Atlantique.

1/3 des TPE/ PME déclarent avoir au moins un projet de recrutement alors que les grands établissements projettent presque tous un recrutement.

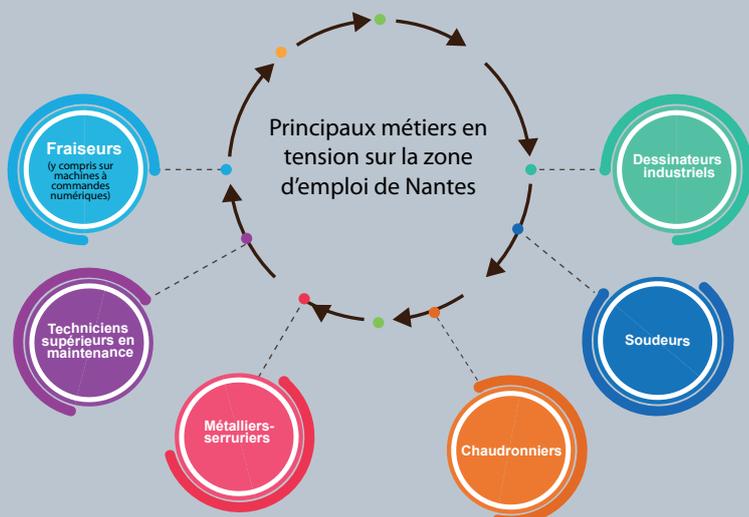
44 % des établissements de la zone d'emploi de Nantes envisagent de recruter, soit 1 100 projets (dont 610 au sein de Nantes Métropole). C'est un volume supérieur à celui de la zone d'emploi de Saint-Nazaire (985 projets), sur un territoire géographique cependant plus étendu.

50 % des projets de recrutement de la zone d'emploi de Nantes provient d'établissements de moins de 50 salariés.



En Loire-Atlantique, de fortes tensions de recrutement sont perçues sur la zone d'emploi d'Ancenis (8 projets de recrutement sur 10 jugés très difficiles). Sur la zone d'emploi de Nantes, un projet sur deux est jugé difficile.

Les difficultés de recrutement sont plus élevées sur les profils d'opérateurs : 65 % de projets de recrutement jugés très difficiles contre 37 % pour les ingénieurs et cadres.



Étude complète téléchargeable sur le lien suivant : www.orci-pdl.fr/etudes



Observatoire
Régional des
Compétences
Industrielles
Pays de la Loire



DIFFICULTÉS DES ENTREPRISES

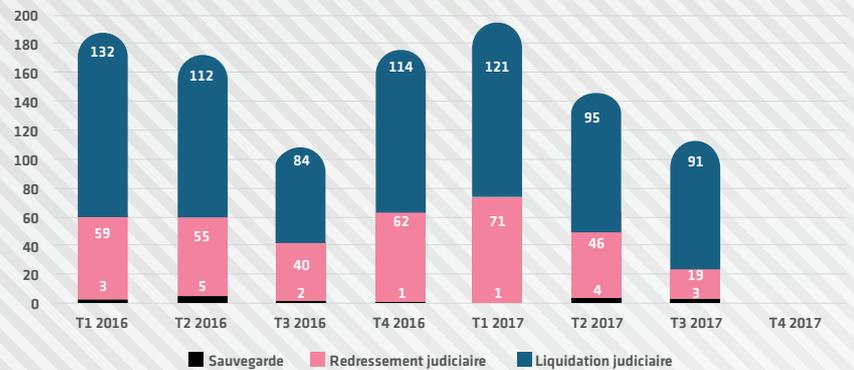
UNE AMÉLIORATION DE LA SITUATION TERNIE PAR DES LIQUIDATIONS JUDICIAIRES

Au 3^{ème} trimestre 2017, les procédures collectives sont en diminution par rapport au 2^{ème} trimestre (- 22 %), mais en hausse par rapport au T3 2016 (+ 9 %). Elles ont toutefois concerné 327 salariés, soit une hausse significative par rapport au troisième trimestre 2016. Ce sont les liquidations judiciaires, plus nombreuses (7 de plus qu'en 2016), qui expliquent cette tendance.

Pourtant, la trésorerie des entreprises s'est à nouveau améliorée au 3^{ème} trimestre en Loire-Atlantique. Les demandes de délais de paiement des cotisations sociales ont diminué, dans tous les secteurs d'activité. Les taux d'impayés sont également en repli, et ne représentent qu'une faible proportion (1,5 % un mois après la date d'échéance) des entreprises ligériennes.

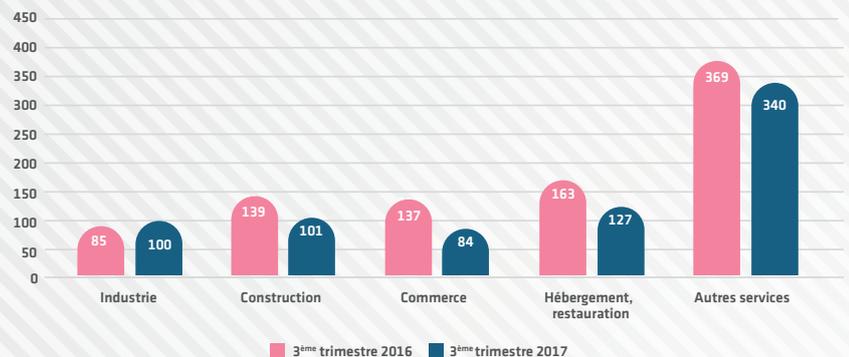
On constate enfin une dynamique de création d'entreprises commerciales : 1 543 entreprises se sont immatriculées au registre du Commerce et des Sociétés au 3^{ème} trimestre, soit plus qu'en 2016 à la même période (+ 12 %), tandis que les radiations reculent (- 7 %).

Procédures collectives - jugements au Tribunal de Commerce de Nantes



source : Infogreffe et Tribunal de Commerce de Nantes

Demandes de délais de paiement des cotisations sociales des établissements employeurs de Loire-Atlantique, par secteur d'activités



source : Aross Urssaf - champ marchand employeur hors agriculture et ménages employeurs - données provisoires

Immatriculations et radiations au registre du Commerce et des Sociétés



source : Tribunal de commerce de Nantes

PERSPECTIVES D'EMBAUCHES

DES INTENTIONS D'EMBAUCHES À LA HAUSSE DANS TOUS LES SECTEURS

Les indicateurs sont au vert au 3^{ème} trimestre 2017 avec 95 128 intentions d'embauches déclarées par les entreprises métropolitaines. Cela représente une hausse de 5,8 % par rapport à 2016 à la même période.

Ces intentions d'embauches concernent davantage de femmes (54 %) que d'hommes. Les deux tiers de ces déclarations sont néanmoins en contrats courts de moins d'un mois, et en hausse de 3,6 %. Cependant, les missions de plus d'un mois sont en nette augmentation (+ 10,5 %) et la moitié d'entre elles concernent des CDI, soit plus de 15 000 intentions d'embauches.

Comme les précédents trimestres, les entreprises des activités présentes (commerce, hébergement et restauration, santé humaine et action sociale, art et activités récréatives) anticipent un nombre important d'embauches, en hausse par rapport au 3^{ème} trimestre 2016. Les missions proposées sont cependant de courtes durées pour la plupart de ces secteurs, qui s'appuient sur une main-d'œuvre essentiellement féminine. À noter que les entreprises de l'hôtellerie, café,

restauration proposent un grand nombre de CDI, dans un contexte de fort turn-over de leur main d'œuvre, lié aux conditions difficiles d'exercice de ces métiers.

Les services productifs et les activités financières et d'assurances anticipent également une hausse des embauches. Ces besoins portent essentiellement sur les activités administratives et de soutien aux entreprises, et plus modestement sur les activités d'ingénierie ou de communication. Ces secteurs proposent néanmoins un grand nombre de contrats stables et durables (40 % des intentions en CDI du territoire à eux trois).

En revanche, les entreprises financières, d'assurances et immobilières font état d'une diminution significative de leurs intentions d'embauches ce trimestre. C'est également le cas des activités de transport-logistique, qui connaît déjà ce trimestre un ralentissement de l'emploi salarié et de l'interim.

Enfin, les secteurs essentiellement masculins de l'industrie et de la construction se portent bien ce trimestre. Avec 2 330 intentions d'embauches déclarées, le BTP anticipe des besoins durables (88 % de contrats long, dont plus de la moitié en CDI).

Les embauches anticipées par les entreprises (données brutes, hors intérim) à Nantes Métropole

	Intentions d'embauches > 1 mois T3 2017	Évolution annuelle (en %)	Évolution annuelle (en effectifs)	dont CDI (en %)	Intentions d'embauches < 1 mois T3 2017	Évolution annuelle (en %)	Évolution annuelle (en effectifs)
Intentions d'embauches	31 222	+ 10,5 %	+ 2974	16 %	63 906	+ 3,6 %	+ 2238
Industrie manufacturière	1 873	+ 6,8 %	+ 119	35 %	422	+ 15,3 %	+ 56
Eau - énergie - déchets	140	+ 50,5 %	+47	46 %	49	ns	+ 1
Construction	2 052	+ 22,9 %	+ 383	46 %	277	ns	- 3
Commerce	5 019	+ 3,8 %	+ 183	25 %	4 456	+ 2,0 %	+ 87
Transport - logistique	1 476	ns	+ 5	25 %	1 495	- 6,6 %	- 105
Hébergement, restauration	4 022	+ 14,5 %	+ 508	25 %	6 917	- 7,2 %	- 533
Information, communication	2 024	+ 7,9 %	+ 149	42 %	1 356	- 4,7 %	- 67
Finance, assurance, activités immobilières	1 455	- 8,8 %	- 140	26 %	834	- 21,6 %	- 230
Activités spécialisées, scientifiques, techniques	2 866	+ 11,2 %	+ 288	17 %	6 874	- 1,0 %	- 68
Services administratifs, soutien	3 382	+ 27,1 %	+ 722	8 %	15 202	+ 5,8 %	+ 836
Administration publique, enseignement	1 651	+ 3,6 %	+ 57	15 %	1 051	- 3,8 %	- 41
Santé humaine et action sociale	2 724	+ 13,9 %	+ 333	8 %	11 313	+ 7,1 %	+ 751
Arts, spectacles et activités récréatives	1 142	+ 21,4 %	+ 201	3 %	11 202	+ 10,6 %	+ 1076
Autres activités de services	1 396	+ 9,3 %	+ 119	14 %	2 458	+ 24,1 %	+ 478

source : Acoos Urssaf - champ marchand employeur hors agriculture et ménages employeurs - données provisoires

ZOOM SUR... la conjoncture régionale vue par la Banque de France

2017 signe la hausse sensible de l'activité dans l'ensemble des secteurs en Pays de la Loire, en particulier les services marchands et la construction. L'activité dans l'industrie, tant dans l'emploi (salarié mais aussi intérimaire), les carnets de commandes et l'export, s'accroît de nouveau, grâce à la fabrication de matériel de transport et d'équipements électriques et électroniques, suivie dans une moindre mesure par l'industrie agroalimentaire. Mais les chefs d'entreprises estiment une légère diminution de la rentabilité. Dans les services marchands aux entreprises, on observe une franche progression des volumes d'affaires et de la rentabilité, en particulier dans le conseil et l'ingénierie, les transports et l'entreposage, mais également dans l'information-communication. Les exportations, dans le transport notamment, affichent également des progressions marquées, mais restent un défi pour les entreprises ligériennes. Le secteur du tourisme connaît également une croissance assez significative des chiffres d'affaires, dans le domaine des spectacles notamment. L'année 2017 confirme aussi le redémarrage de l'activité dans le secteur du BTP, dans le bâtiment en premier lieu et dans les travaux publics en milieu d'année. Les effectifs sont globalement stables dans ces secteurs et la rentabilité s'améliore.

Au regard des projections annoncées, les chefs d'entreprise sont optimistes pour 2018. L'activité devrait à nouveau connaître des évolutions favorables dans l'industrie, les services marchands, ainsi que dans le BTP, y compris dans les travaux publics. Les exportations devraient encore contribuer au soutien de l'activité. La rentabilité devrait se redresser nettement dans l'industrie, et progresser à nouveau dans la construction et les services marchands aux entreprises ainsi que dans le tourisme. Les prévisions sur les effectifs sont favorables dans l'ensemble des secteurs, en dépit de vives difficultés de recrutement pour certains métiers.

Source : Banque de France des Pays de la Loire
Enquête auprès de 2 100 entreprises et établissements de la région des Pays de la Loire, dans les secteurs de l'industrie, des services marchands aux entreprises, du BTP et du tourisme portant sur les résultats de l'année 2017 et les perspectives pour 2018. L'enquête est représentative au regard des emplois salariés privés de ces secteurs (effectifs Acoos).

VEILLE SECTORIELLE

Actualité économique à Nantes Métropole et dans sa zone d'emploi.

Il s'agit d'une sélection d'informations multi-sources (lettre API, journal des entreprises, Ouest France Entreprises...) qui ne se veut pas exhaustive.

Info embauches

INFORMATIQUE - WEB - INGÉNIERIE - CONSEIL

120 recrutements annoncés par la start-up nantaise **iAdvize**, leader européen de la relation clients et du marketing conversationnel. De quoi renforcer sa position en Europe et de partir à la conquête des États-Unis.

Plus de 20 recrutements annoncés par le groupe **Edifia**. Le groupe spécialisé dans l'accompagnement managérial et commercial des entreprises a remporté de nouveaux contrats et va terminer 2017 sur un chiffre d'affaires à 7M€. L'entreprise de 120 salariés va continuer à recruter des commerciaux terrain et également 15 à 20 téléconseillers pour son centre d'appels qui devrait tripler d'ici 2018. Cette croissance devrait nécessiter une extension des locaux.

NAVALE

100 postes en CDI à pourvoir chez **Naval Group**, (ex DCNS), pour son site industriel d'Indret et le centre de recherche technologique implanté sur la plateforme du Technocampus Ocean à Bouguenais. Les candidatures attendues sont en majorité des ingénieurs et des techniciens spécialisés dans l'industrie, mais aussi quelques profils en recherche et développement ou en management.

AGRICULTURE

Le mareyeur Vivo va déménager et recruter **10 personnes**. En 2018, il s'installera porte de Retz, à 500 mètres du futur Min (Marché d'intérêt national), à Rezé. Cela représente un investissement de cinq millions d'euros.

Info implantations

Fundimmo, la plateforme de **crowdfunding immobilier** s'installe à Nantes. Créée en 2015, Fundimmo se déploie en régions et s'installe également à Bordeaux et Lyon, pour se positionner sur « les marchés les plus dynamiques en France ».

Follow Line, société spécialisée dans l'**intégration d'ERP** (Enterprise Resource Planning) qui facilite la gestion des entreprises, ouvre un bureau à Nantes. Née à Lyon en 2000, l'entreprise emploie soixante collaborateurs dans ses agences de Paris, Lyon, Caen, Toulouse et en Suisse. Composé de trois personnes, le bureau nantais, dont l'activité rayonnera sur tout l'Ouest de la France, cherche d'ores et déjà à recruter des profils ERP Sage X3 pour renforcer son équipe.

80, c'est le nombre d'entreprises accompagnées par **Nantes Saint-Nazaire Développement** qui se sont implantées sur la métropole Nantes Saint-Nazaire en 2017, pour un total de **1 167 emplois créés à horizon de 3 ans**. Une dynamique encourageante qui porte à 264 le nombre d'entreprises accueillies et près de 4 000 le nombre d'emplois créés, entre début 2015 et fin 2017. Plus de 40 % des entreprises implantées en 2017 sont originaires d'Ile-de-France, contre un tiers en 2016. A noter aussi l'attractivité de la métropole pour les projets d'entreprise à capitaux étrangers : 16 entreprises implantées en 2017 sont d'origine internationale, soit 20 % du total.

Info fermetures

STX inquiet pour l'**avenir de sa branche militaire**. Une semaine après l'accord de reprise par Fincantieri, le directeur général du chantier Laurent Castaing a exprimé début octobre 2017 son inquiétude. L'accord prévoit l'entrée au capital de Naval Group (ex-DCNS), qui rachète ainsi en partie son concurrent. Le militaire représente « 10 à 20 % » de l'activité de STX, plus lucratif que le civil, sur les petits et moyens navires ainsi que les grandes unités, comme les BPC en coopération avec Naval Group. Pour lui, l'arrivée du constructeur militaire au capital fera perdre à STX sa « liberté de négociation » sur les grands navires.

Levées de fond

Kiwatch lève **3 millions d'euros** pour améliorer "l'intelligence" de ses caméras connectées. La startup nantaise développe une solution de vidéosurveillance qui combine caméras connectées et application mobile, permettant de sécuriser son domicile ou de prendre soin à distance d'un proche.

Près d'1 million d'euros levés pour une start up du **Groupe Keran. Wexity**, créée cette année par des collaborateurs du bureau d'étude de Keran (500 salariés, 40 millions d'euros de chiffre d'affaire), édite une plateforme de gestion des données urbaines. Sa solution SAS s'adresse aux villes d'Afrique, d'Inde et du Moyen-Orient.

19 millions d'euros levés par **Horama** contre les maladies génétiques de la rétine. La société, créée en 2014 par des chercheurs de l'Inserm et du CHU de Nantes fait entrer quatre nouveaux fonds à son capital : le Français Kurma Partners, chef de file, suivi du jeune fonds belge Fund+, l'Israélien Pontifax et Idinvest.

Info international

Armor 3D, la start-up créée au sein de l'industriel nantais Armor spécialiste de l'impression et de consommables, a été présentée au **salon international de l'électronique à Las Vegas** (États-Unis), le Consumer Electronic Show. La jeune entreprise y a fait la promotion de sa cloche surmontant une enceinte Bluetooth (sans fil), fabriquée grâce à l'impression 3D, avec des filaments 3D recyclés et recyclables, commercialisés sous la marque OWA. Une campagne de financement participatif a été lancée le 30 janvier sur la plateforme Kickstarter, pour la production d'une série limitée d'enceintes.

Le port Nantes - Saint-Nazaire porte un bilan 2017 positif. **Son trafic progresse de 17,2 %** et s'élève à 29,9 millions de tonnes. À l'exception des céréales, tous les trafics sont en hausse et témoignent du dynamisme des activités industrielles et logistiques ligériennes. Cette évolution traduit notamment **l'embellie du commerce international**.

Info activité

INFORMATIQUE - INGENIERIE - CONSEIL - SUPPORT AUX ENTREPRISE

Kosmos équipe **890 écoles** de l'académie de Lille. La société nantaise a été retenue par l'académie de Lille pour équiper d'un ENT (espace numérique de travail) ses écoles. La société, qui dispose d'antennes à Paris, Toulouse, Lyon et Montréal, compte désormais plus de **115 salariés**. Elle a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 11 millions d'euros en 2016.

Optimarché remporte le **2^{ème} prix du palmarès Deloitte Fast50 de l'Ouest**. La société de Saint-Herblain, créée il y a 5 ans par Nicolas Bertin pour aider les lycées et collèges à passer leurs marchés alimentaires, gérer les achats, les coûts des repas et optimiser les stocks, a enregistré une **croissance exceptionnelle sur 4 ans** passant d'un chiffre d'affaires de 102 000 euros à 1,15 millions d'euros entre 2013 et 2016.

Deliveroo, la plateforme de livraison de repas à domicile **poursuit son développement** deux ans après son lancement à Nantes. Selon la plateforme, le **nombre de commandes est en hausse de 180 % sur les 12 derniers mois**, les livreurs partenaires ont été multipliés par deux et les restaurants disponibles sur la plateforme multipliés par huit. La zone d'activité s'étend à Nantes et Rezé. Au total, 120 restaurants sont partenaires. Une croissance à Nantes qui témoigne d'une relation vertueuse entre les consommateurs (accès à une offre plus variée), les restaurateurs (nouveaux débouchés) et l'emploi (activité à la fois bien payée et flexible) selon Hugues Decosse, directeur général France. Cet été, les coursiers avaient pourtant dénoncé leur nouveau contrat et réclamaient plus de sécurité et une meilleure rémunération. Depuis septembre, une complémentaire santé gratuite couvre désormais tous les livreurs à vélo en cas d'accident.

BIOTECHNOLOGIES

Eurofins a investi **22 millions d'euros à Nantes**.

Le leader mondial des bioanalyses fait de son site historique de Nantes son laboratoire de référence dans l'analyse alimentaire. Eurofins Scientific a inauguré **l'extension de 9 500 m²** de son laboratoire d'analyse des aliments à Nantes, employant près de **800 salariés**. « Nous devrions être 1 000 l'année prochaine et 2 000 en 2023 », mentionne François Vigneau le directeur du site. Le groupe prévoit la rénovation d'un immeuble de 1 500 m². À l'horizon 2021, une nouvelle extension de 9 000 m², pour un coût d'environ 15 millions d'euros est envisagée.

Valneva (Saint-Herblain) a signé avec le département américain de la Défense un **contrat d'un an**, d'une valeur comprise entre **28,2 et 39,6 millions de dollars**, pour la fourniture d'Ixiaro, son vaccin contre l'encéphalite japonaise.

SERVICES ET AIDES AUX PERSONNES - RSE

Very'Fiable, entreprise herblinoise **adopte le statut de Scop** et prend son autonomie, en prônant des valeurs responsables. Cette société coopérative et participative de nettoyage et de services ménagers emploie **14 salariés** issus de divers horizons et porte une démarche de Responsabilité sociale de l'entreprise (RSE) partagée par l'ensemble de l'équipe. Pendant quatre ans, ils ont été accompagnés par l'Ouvre-Boîtes 44, la Coopérative d'activité et d'emploi, qui a permis d'ancrer la démarche RSE dans le projet des cinq associés. Depuis le mois de mai 2017, la Scop est hébergée au Forum Titi Floris, à Orvault, un regroupement d'entreprises coopératives qui permet une émulation autour de valeurs partagées. Very'Fiable compte désormais **une centaine de clients**, composé à 70 % d'entreprises et à 30 % de particuliers.

IMMOBILIER ET FINANCES

La Caisse d'épargne Bretagne Pays de la Loire vient d'investir **7 millions d'euros** pour regrouper l'ensemble de ses équipes nantaises sur son site d'Orvault. L'ensemble représente 500 personnes. Deux nouveaux bâtiments de 5 500 m² ont été ajoutés à l'existant, pour porter la surface totale à 15 000 m².

MÉTHODOLOGIE & SOURCES

Présentation des données

Données brutes et données corrigées des variations saisonnières (CVS)
Glissement trimestriel / glissement annuel

Les données de ce document constituent des indicateurs de la conjoncture et de suivi de l'emploi, sur des séries statistiques de longue période, à récurrence trimestrielle. **Lorsqu'elles sont corrigées des variations saisonnières de l'emploi, elles permettent une comparaison avec les autres trimestres de l'année** (glissement trimestriel). En revanche, **lorsqu'elles sont brutes, la comparaison ne pourra se faire qu'annuellement** en comparant le trimestre courant au trimestre considéré de l'année précédente (glissement annuel).

Emploi salarié privé

source : Urssaf Acooss

Le champ du **secteur privé Acooss-Urssaf couvre l'ensemble des entreprises employeuses du secteur concurrentiel**, affiliées au régime général et exerçant leur activité en France (métropole et Dom hors Mayotte). Ce champ comprend **tous les secteurs d'activité économique à l'exception :**

- ❶ des établissements relevant du **régime agricole** (cotisants MSA)
- ❷ **des administrations publiques** (hors sécurité sociale)
- ❸ des établissements de **l'éducation non marchande**, relevant de l'Etat ou des collectivités locales et de la **santé non marchande**
- ❹ **des employeurs de salariés à domicile**

Les données de l'effectif salarié sont collectées à partir des déclarations des entreprises employeuses, dans le cadre du recouvrement des cotisations sociales par les Urssaf. **Cet effectif est mesuré à chaque fin de trimestre, chaque salarié déclaré compte pour un emploi, indépendamment de sa durée du travail et de ses conditions d'emploi.**

Les données publiées par l'Acooss sont **provisoires pour le trimestre étudié** et sont désaisonnalisées (CVS) pour corriger l'impact des fluctuations saisonnières de l'emploi. Elles peuvent être révisées compte tenu de cette désaisonnalisation et suite à des vérifications ou des révisions de déclarations de la part des entreprises.

Emploi intérimaire

source : Pôle emploi

Pôle emploi collecte auprès des établissements intérimaires de Nantes Métropole des données sur leur activité, qui lui permettent de construire un indicateur mensuel de l'emploi intérimaire en fin de mois, par secteur d'activité.

Taux de chômage localisé

source : Insee

Le taux de chômage localisé est une synthèse entre **l'enquête Emploi en continu de l'Insee** (qui mesure auprès d'un échantillon représentatif de la population française les concepts d'activité, chômage, emploi et inactivité tels qu'ils sont **définis par le Bureau international du travail**) et la source **Pôle Emploi** (nombre d'inscrits en fin de mois en tant que demandeurs d'emploi).

La méthode d'estimation des taux de chômage localisés repose sur l'estimation du chômage et de l'emploi **par zone d'emploi et par département (au niveau géographique le plus fin)**. Le chômage est estimé chaque trimestre, à partir du nombre de chômeurs national ventilé aux différents niveaux géographiques à partir de la structure des demandeurs d'emploi en fin de mois inscrits à Pôle emploi. Chaque série ainsi obtenue est ensuite désaisonnalisée (corrigée des variations saisonnières).

Le taux de chômage localisé est finalement calculé en rapportant le nombre de chômeurs (personnes en âge de travailler, sans emploi et en recherche active d'un emploi) à la population active estimée (somme du nombre de chômeurs et de l'emploi estimés).

Demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM)

source : Pôle emploi

Les demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) sont les personnes inscrites à Pôle emploi et ayant une demande au cours du dernier jour du mois et tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi. Pôle emploi distingue les inscrits selon plusieurs catégories :

- ❶ **Catégorie A** : DEFM **sans emploi, n'ayant exercé aucune activité au cours du mois** et tenus de rechercher un emploi.
- ❷ **Catégorie B** : DEFM **sans emploi, ayant exercé une activité réduite courte au cours du mois** (78h ou moins) et tenus de rechercher un emploi.
- ❸ **Catégorie C** : DEFM **sans emploi, ayant exercé une activité réduite longue au cours du mois** (plus de 78h) et tenus de rechercher un emploi.
- ❹ **Catégorie D** : DEFM sans emploi, non tenus de rechercher un emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...).
- ❺ **Catégorie E** : DEFM non tenus de rechercher un emploi, en emploi répondant à un dispositif particulier (contrats aidés...)

Demandeurs d'emploi de longue durée : les DELD sont les personnes inscrites à Pôle emploi depuis un an ou plus.

Bénéficiaires de l'obligation d'emploi : statut institué par l'article L.323-1 du Code du travail. Il concerne les travailleurs reconnus handicapés par la CDAPH, les victimes d'accidents du travail ou maladies professionnelles, les titulaires d'une pension d'invalidité, les anciens militaires, avec une pension militaire d'invalidité, et les titulaires de la carte d'invalidité.

A noter que le fait de s'inscrire à Pôle emploi est une démarche administrative. La situation des personnes qui s'inscrivent ne correspond pas directement aux critères statistiques définissant le chômage au sens du BIT. **La catégorie A se rapproche le plus de la définition du chômage au sens du BIT et mesuré dans l'enquête Emploi de l'Insee**, bien que ces deux notions se recoupent imparfaitement.

L'évolution des DEFM reflète principalement l'évolution de la situation sur le marché du travail. Cependant, d'autres éléments peuvent jouer, liés au caractère administratif de la démarche (modalités d'inscription/de réinscription/de radiation, réglementations et mesures d'accompagnement, règles d'attribution d'allocations...)

Les données Pôle Emploi du baromètre sont des données brutes et diffèrent des données corrigées des variations saisonnières.

Publics accompagnés par le service public de l'emploi

source : Mission Locale, Maison de l'emploi et Conseil Départemental

Les dispositifs de **Maison de l'emploi, de Mission locale, de PLIE** sont des outils déployés et pilotés localement à l'échelle de Nantes Métropole. Ils permettent d'accompagner les demandeurs d'emplois **dans leur parcours d'insertion en complément des dispositifs nationaux**, portés par Pôle emploi notamment.

Les données relatives aux publics accueillis et accompagnés qui sont communiquées dans ce document ont un caractère provisoire, et sont généralement définitives 6 mois après la fin de la période considérée.

La Mission Locale accompagne les jeunes de 16 à moins de 26 ans.

L'indicateur « **nombre de jeunes suivis** » correspond au nombre de jeunes, sur la période :

- ❶ ayant eu au moins un entretien avec un conseiller
- ❷ ou ayant participé à un atelier
- ❸ ou ayant participé à une information collective
- ❹ ou ayant eu un contact téléphonique avec un professionnel

L'indicateur « **nombre de nouveaux inscrits** » correspond au nombre de jeunes dont le premier contact avec la Mission locale a eu lieu sur la période concernée.

La Maison de l'emploi de la métropole nantaise est un organisme local de l'emploi créé à l'initiative de Nantes Métropole, qui regroupe plusieurs dispositifs, dont le **Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE)**, cofinancé par le **Fonds Social Européen (FSE)**.

La principale fonction des PLIE est d'organiser des parcours d'insertion professionnelle pour des publics en difficulté :

- ☛ Chômeurs de longue durée
- ☛ Allocataires de minima sociaux
- ☛ Demandeurs d'emploi peu ou pas qualifiés
- ☛ Demandeurs d'emploi de + de 50 ans dits « Seniors »
- ☛ Travailleurs handicapés
- ☛ Tous publics en difficulté d'insertion sociale et professionnelle.

Le nombre d'accompagnements correspond au nombre de personnes suivies dans le cadre du dispositif PLIE au cours de la période concernée.

Enfin, le **Conseil Départemental de Loire-Atlantique pilote les Unités emploi qui accompagnent les allocataires du RSA en situation de recherche d'emploi**. Leur mission principale est d'assurer le suivi et la continuité des parcours d'insertion professionnelle.

Niveaux de diplômes

- ☛ **I et II équivalant à un niveau égal ou supérieur au Bac+3** (licence, maîtrise, ...)
- ☛ **III équivalent à un niveau bac+2** : BTS (brevet de technicien supérieur) DUT (diplôme universitaire de technologie)
- ☛ **IV équivalent au bac** (général, technologique ou professionnel), au brevet de technicien (BT) ou au brevet professionnel
- ☛ **V équivalent au CAP** (certificat d'aptitude professionnelle), **au BEP** (brevet d'études professionnelles) ou **au diplôme national du brevet** (DNB, et anciennement brevet des collèges ou BEPC)
- ☛ **V bis** d'une durée maximale **d'un an après le collège**
- ☛ **VI** n'allant pas au-delà de la scolarité obligatoire (16 ans)

Offre d'emplois enregistrée par Pôle emploi

source : Pôle emploi

Les données sur les offres d'emploi enregistrées permettent de mesurer **le niveau d'offre d'emploi émanant des entreprises et qu'elles ont transmis aux services de Pôle emploi**.

À noter que ces offres ne couvrent donc pas l'intégralité du marché ouvert, c'est-à-dire l'ensemble des offres accessibles à tous, dans une agence ou sur le site de Pôle Emploi, ou sur d'autres portails/média (Apec, leboncoin, météjob, indeed, régionjob, monster) ou en agence d'intérim.

Cet indicateur ne donne pas d'information sur les offres liées au marché caché, qui regroupent les offres qui ne sont pas rendues publiques car pourvues grâce à des candidatures spontanées adressées aux entreprises par les personnes en recherche d'emploi, ou grâce aux réseaux de ces derniers, professionnels ou personnels.

Demandes de délais

source : Urssaf Acoss

Le taux d'impayés, ou taux de restes à recouvrer (RAR), mesure la **part des cotisations déclarées dans le mois restant impayé**. Il est observé à **30 jours (et peut témoigner d'éventuels retards de trésorerie) et à 90 jours après l'échéance (et peut témoigner de difficultés plus durables)**.

La déclaration s'effectue mensuellement pour les entreprises de plus de 10 salariés, et trimestriellement pour les entreprises de moins de 10 salariés. En cas de difficultés de paiement, les entreprises peuvent demander aux Urssaf de leur accorder un délai pour s'acquitter de leurs cotisations.

Procédures collectives - défaillances d'entreprises

source : Infogreffe et Tribunal de commerce de Nantes

Une entreprise est en situation de **défaillance** ou de dépôt de bilan à partir du moment où une **procédure de redressement judiciaire** est ouverte à son encontre. Cette procédure intervient

lorsqu'une entreprise est en état de **cessation de paiement**. Les procédures collectives peuvent prendre plusieurs formes en fonction des perspectives de poursuite d'activité.

La sauvegarde : l'entreprise n'est pas en état de cessation de paiements, mais ne peut surmonter seule ses difficultés. Le tribunal va mettre en place un plan de sauvegarde facilitant la réorganisation de l'entreprise.

Le redressement judiciaire : l'entreprise est en état de cessation de paiement et n'est plus en mesure de payer ses dettes courantes. Le tribunal de commerce va mettre en place un plan destiné à poursuivre l'activité, maintenir l'emploi et apurer le passif.

La liquidation judiciaire : l'entreprise est en état de cessation de paiement et n'est plus en mesure de payer ses dettes courantes. Son redressement est manifestement impossible, le tribunal va donc liquider l'entreprise et ses actifs.

Immatriculations et radiations au Registre du Commerce et des Sociétés

source : Tribunal de commerce de Nantes

Le **registre du commerce et des sociétés (RCS)** se présente comme un casier qui centralise un certain nombre d'informations légales. En France, toute **personne physique ou morale qui a la qualité de commerçant doit s'inscrire à ce registre**, tenu par le Tribunal de Commerce. Les créations (immatriculations) et les radiations d'un commerçant personne physique ou d'une société font donc l'objet d'une déclaration auprès du greffe du Tribunal de commerce. Le motif de la demande de radiation d'entreprise ou société peut être lié à une cessation d'activité, une dissolution, une fusion...

Déclarations préalables à l'embauche / Intentions d'embauches

source : Urssaf Acoss

Les déclarations préalables à l'embauche sont une **formalité administrative obligatoire liée à l'embauche** et qui doit être adressée à l'Urssaf indépendamment de la durée et la nature du contrat de travail. **Les intentions d'embauche de plus d'un mois, concernent les CDI et les CDD d'une durée supérieure à 31 jours**.

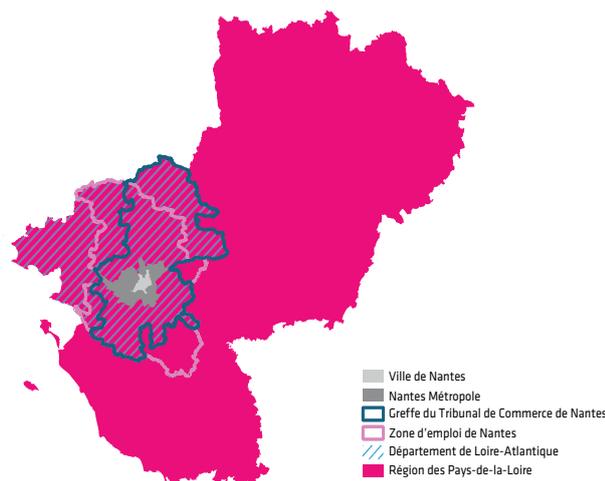
Indicateur du climat des affaires

source : Banque de France

Un indicateur du climat des affaires permet une lecture rapide et simplifiée de la situation conjoncturelle. Il résume par une **variable synthétique l'évolution des soldes d'opinion**.

En hausse, cet indicateur traduit une amélioration du climat conjoncturel ; en baisse, sa dégradation. Plus sa valeur est élevée, plus le jugement des informateurs est favorable.

La méthode employée consiste en une Analyse en Composante Principale à partir de données (**carnet de commandes, stocks, production, prix...**) corrigées des variations saisonnières et des jours d'ouvertures, lissées sur 5 mois.



UN DOCUMENT SYNTHÉTIQUE POUR TÉMOIGNER DE LA CONJONCTURE SUR LA MÉTROPOLE NANTAISE

Cette publication de données de conjoncture présente une vision synthétique et régulière du marché du travail et de la vie économique du territoire de la métropole nantaise.

Les travaux d'analyse de la conjoncture sont peu nombreux à l'échelle infra-régionale, et demandent de mobiliser des partenariats auprès de nombreux organismes pour obtenir des données fines et récurrentes.

Témoignage d'une dynamique positive d'ouverture et de partage, ce document s'appuie sur une sélection d'indicateurs à l'échelle locale de la zone d'emploi de Nantes et de Nantes Métropole, alimentés par les établissements producteurs de données publiques et par les partenaires de l'observatoire, dont nous souhaitons saluer la collaboration et l'implication :

- l'Urssaf des Pays de la Loire
- Pôle emploi des Pays de la Loire
- l'Insee des Pays de la Loire
- le Tribunal de Commerce de Nantes
- la Banque de France des Pays de la Loire
- la Maison de l'emploi de Nantes Métropole
- la Mission locale de Nantes Métropole
- le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE)
- le Conseil Départemental de Loire-Atlantique
- L'Observatoire régional des compétences industrielles (ORCI)

L'analyse a été partagée auprès du groupe de travail intégrant tous les partenaires de la démarche, que nous remercions également pour leurs précieuses contributions.

Retrouvez cette publication sur le site internet de l'Auran : auran.org/publications

Auran – Janvier 2018 « Aire urbaine de Nantes : une accélération du dynamisme démographique »
www.auran.org

Insee – Conjoncture Pays de la Loire n°18 - Janvier 2018 «Emploi très dynamique au troisième trimestre»
www.insee.fr

Urssaf des Pays de la Loire – Stat'ur n°27 - Janvier 2018 « Une croissance retrouvée dans l'ensemble de la région »
www.acoss.fr

Pôle emploi des Pays de la Loire Janvier 2018 « Le marché du travail : synthèse - Novembre 2017 »
Pôle emploi des Pays de la Loire septembre 2017 « Août 2017 - Panorama conjoncturel en Pays de la Loire »
www.observatoire-emploi-paysdelaloire.fr

Banque de France des Pays de la Loire – Tendances régionales – Janvier 2018 « la conjoncture en Pays de la Loire, enquêtes mensuelles »

Banque de France des Pays de la Loire – Tendances régionales – « Bilan 2016 - Perspectives 2017 »
www.banque-france.fr

Ores – Note de conjoncture n°81 Janvier 2018 « L'activité industrielle repart à la hausse, des signaux positifs dans le secteur du BTP »
www.ores.paysdelaloire.fr

Jobijoba – Décembre 2017 « Baromètre 2017 de l'emploi en région Pays de la Loire »
www.jobijoba.com

Orci – Novembre 2017 « Enquête besoins en recrutement de l'industrie Mécanique-Matériaux en Loire-Atlantique »
www.orci-pdl.fr/etudes

Dossier réalisé par Mathilde Loget (Chef de projet - Auran) avec l'appui de l'équipe de l'Auran et de Sandrine Logaridis (Nantes Métropole)

Pour aller plus loin